



COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

---

## RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

---

Troisième groupe d'opposition



TABLE DES MATIÈRES

Question 1	Dépenses pour l’informatique et les technologies de l’information .....	1
Question 2	Liste des nouvelles dépenses de l’Agence.....	3
Question 3	Effectif total de Revenu Québec.....	5
Question 4	Masse salariale par catégorie d’emploi.....	7
Question 5	Nombre de journées d’absence pour cause de maladie .....	9
Question 6	Nombre et pourcentage d’employés à statut occasionnel dont le contrat est échu .....	11
Question 7	Nombre et pourcentage d’employés à statut occasionnel.....	13
Question 8	Nombre et pourcentage d’employés affectés à la vérification .....	15
Question 9	Nombre et pourcentage d’employés affectés à la perception fiscale .....	17
Question 10	Nombre et pourcentage d’employés affectés à la récupération fiscale.....	19
Question 11	Budget de dépenses et d’investissements .....	21
Question 12	Nombre de cadres par rapport au nombre total d’employés .....	25
Question 13	Nombre de dossiers qui ont fait l’objet d’une opposition .....	27
Question 14	Pourcentage des décisions maintenues aux oppositions.....	29
Question 15	Nombre de recours judiciaires à l’encontre de Revenu Québec .....	31
Question 16	Nombre de plaintes reçues par Revenu Québec .....	33
Question 17	Nombre de dossiers où une décision ou un jugement de première instance a été modifié .....	35
Question 18	Nombre de déclarations de revenus des particuliers reçues par Internet.....	37
Question 19	Montants investis pour le développement des services électroniques .....	39
Question 20	Pourcentage des déclarations de revenus des particuliers reçues par Internet traitées dans un délai de 14 jours .....	41
Question 21	Taux d’atteinte des normes de service de la « Déclaration de services aux citoyens et aux entreprises » .....	43
Question 22	Avis demandés à la Commission d’accès à l’information .....	49
Question 23	Ententes interministérielles sur l’accès à l’information .....	51
Question 24	Taux de roulement du personnel .....	57
Question 25	Sommes récupérées par l’utilisation de l’indice de richesse .....	59
Question 26	Nombre de divulgations et montants recueillis par le biais de la politique de divulgaration volontaire.....	61
Question 27	Rapport concernant la Commission d’enquête sur l’octroi et la gestion des contrats publics dans l’industrie de la construction.....	63
Question 28	État de situation du suivi du rapport de la Commission d’enquête sur l’octroi et la gestion des contrats publics dans l’industrie de la construction.....	65
Question 29	Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d’enquête sur l’octroi et la gestion des contrats publics dans l’industrie de la construction.....	67
Question 30	Bilan du crédit d’impôt LogiRenov .....	69
Question 31	Sommes allouées au remboursement des taxes foncières des producteurs forestiers reconnus.....	71
Question 32	Nombre d’interventions des inspecteurs concernant l’hébergement illégal .....	73

# AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2019-2020

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

### TABLE DES MATIÈRES (SUITE)

Question 33	Portrait des familles ayant bénéficié du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde .....	75
Question 34	Nombre d'ETC consacrés à lutter contre l'évasion ou l'évitement fiscal international.....	77
Question 35	Ressources financières consacrées à lutter contre l'évasion ou l'évitement fiscal international.....	79
Question 36	Nombre d'ETC consacrés à lutter contre les planifications fiscales abusives .....	81
Question 37	Ressources financières consacrées à lutter contre les planifications fiscales abusives .....	83
Question 38	Délai moyen pour le traitement d'un dossier de pension alimentaire .....	85
Question 39	Statistiques quant aux bénéficiaires d'une pension alimentaire .....	87
Question 40	Pourcentage de dossiers de pension alimentaire pour lesquels les sommes sont versées à temps et au complet.....	89
Question 41	Évolution des effectifs affectés à la perception des pensions alimentaires.....	91
Question 42	Nombre d'employés et budget total affectés à la perception de la TVQ et de la TPS.....	93
Question 43	Montant versé par le gouvernement fédéral pour la perception et l'administration de la TPS.....	95
Question 44	Montant consacré par le gouvernement du Québec pour la perception de la TVQ.....	97
Question 45	Nombre de vérificateurs fiscaux embauchés par l'Agence .....	99
Question 46	Nombre de départs à la retraite de vérificateurs et d'autres employés.....	101
Question 47	Nombre de modules d'enregistrement des ventes (MEV) installés dans le secteur de la restauration .....	103
Question 48	Nombre d'inspections effectuées dans le secteur de la restauration pour vérifier si l'obligation de produire la facture avec un MEV est respectée.....	105
Question 49	Nombre de signalements de restaurants n'utilisant pas le MEV .....	107
Question 50	Nombre de modules d'enregistrement des ventes (MEV) installés dans des bars .....	109
Question 51	Nombre d'inspections effectuées dans les bars pour vérifier si l'obligation de produire la facture avec un MEV est respectée.....	111
Question 52	Nombre de signalements de bars n'utilisant pas le MEV .....	113
Question 53	Nombre d'entreprises ne respectant pas l'obligation de produire la facture au moyen d'un MEV .....	115
Question 54	Liste des dispenses accordées dans le cadre de la mise en œuvre des mesures fiscales dans le secteur de la restauration.....	117
Question 55	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités .....	119
Question 56	Nombre d'appels de citoyens reçus pour le crédit d'impôt pour solidarité .....	121
Question 57	Lutte à la contrebande du tabac .....	123
Question 58	Planifications fiscales abusives .....	125
Question 59	Comité ACCES construction .....	127
Question 60	Ensemble des sommes prélevées auprès des sociétés minières .....	129
Question 61	Dépense fiscale totale et dépense budgétaire totale relatives à l'industrie minière .....	131

AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2019-2020

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

TABLE DES MATIÈRES (SUITE)

Question 62	Total des profits avant impôts déclarés par les sociétés minières.....	133
Question 63	Ventilation des droits miniers payés et impayés .....	135
Question 64	Coût total du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde .....	137
Question 65	Nombre d'inspections menées auprès des services de garde non subventionnés et places réellement utilisées .....	139
Question 66	Nombre d'avis de cotisation transmis à une entreprise relativement à une non-conformité d'un de ses fournisseurs ou sous-traitants .....	141
Question 67	Nombre d'avis de cotisation ayant fait l'objet d'un règlement, par une entente ou par une décision d'un tribunal.....	143
Question 68	Concernant la lutte contre l'évasion fiscale, effectif, budget, nombre de dossiers traités, montants récupérés.....	145
Question 69	Nombre d'entreprises qui ont utilisé le crédit d'impôt pour la francisation en milieu de travail .....	147





QUESTION 1

Indiquer les dépenses faites en 2018-2019 par votre Agence pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Indiquer les prévisions pour 2019-2020.

RÉPONSE

Les ressources informationnelles occupent une place très importante dans les aspects opérationnels de Revenu Québec.

Le tableau suivant présente les dépenses et les investissements planifiés en ressources informationnelles.

BUDGET DE DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PLANIFIÉS 2018-2019 (en M\$)	
Gestion et soutien administratif	22,4
Entretien et exploitation	122,0
Développement	87,7
TOTAL	232,1

Les montants relatifs aux services professionnels ainsi qu'à l'acquisition de logiciels et de matériel en technologies de l'information sont déclinés dans le tableau ci-dessous. Il est à noter que ces montants sont inclus dans les chiffres présentés dans le premier tableau.

BUDGET DE DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PLANIFIÉS 2018-2019 (en M\$)	
Acquisition de logiciels et de matériel en technologies de l'information	16,1
Services professionnels	88,2
TOTAL	104,3





QUESTION 2

Fournir la liste des nouvelles dépenses de l’Agence en 2018-2019 et la liste des dépenses abolies en conséquence (application du cran d'arrêt).

RÉPONSE

Revenu Québec n’a mis en place aucun nouveau programme où s’est appliqué le principe du cran d’arrêt nécessitant une économie équivalente ailleurs dans l’appareil de l’État.



QUESTION 3

Pour chacune des cinq dernières années, donner l'effectif total de Revenu Québec en ETC et fournir les prévisions pour 2019-2020.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 88.



QUESTION 4

Évolution de la masse salariale par catégorie d'emploi, depuis 10 ans, incluant l'ancien ministère du Revenu.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements généraux – Opposition officielle » sous la question 58.





**QUESTION 5**

Pour chacune des cinq dernières années, le nombre total de journées d'absence pour cause de maladie et la moyenne par employé.

**RÉPONSE**

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements généraux – Opposition officielle » sous la question 15.







**QUESTION 6**

Pour l'année 2018-2019, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et qui n'a pas été renouvelé. Fournir une ventilation par secteur d'activité.

**RÉPONSE**

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements généraux – Opposition officielle » sous la question 23.



QUESTION 7

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels à Revenu Québec pour les cinq dernières années.

RÉPONSE

Le tableau suivant présente le nombre et la proportion d’employés occasionnels, mesurés en nombre de personnes pour 2018-2019.

Exercice financier	Effectif total <sup>1</sup>	Effectif régulier	Réguliers (en %)	Occasionnels	Occasionnels (en %)
2018-2019 <sup>2</sup>	12 178	9 881	81,1 %	2 297	18,9 %

<sup>1</sup> Excluant les membres du conseil d’administration de Revenu Québec ainsi que les étudiants et les stagiaires.

<sup>2</sup> Données au 28 février 2019.





QUESTION 8

Nombre et pourcentage d'employés affectés à la vérification au cours des trois dernières années. Fournir une ventilation par direction et par année.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 89.





QUESTION 9

Nombre et pourcentage d'employés affectés à la perception fiscale en 2018-2019, comparativement aux deux années précédentes. Fournir une ventilation par direction.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 89.





QUESTION 10

Nombre et pourcentage d'employés affectés à la récupération fiscale en 2018-2019 comparativement aux deux années précédentes. Fournir une ventilation par direction.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 89.



QUESTION 11

Pour chaque direction générale : le budget de dépenses et d'investissements, et le nombre d'ETC pour chacune des cinq dernières années (agence et ministère). Fournir une ventilation par dépense.

RÉPONSE

TOTAL - REVENU QUÉBEC

DÉPENSES (en milliers de \$)	2018-2019 (Prévision)
Rémunération	830 216 \$
Fonctionnement	233 270 \$
Amortissement	98 871 \$
Transfert	2 809 \$
TOTAL	1 165 166 \$

INVESTISSEMENTS (en milliers de \$)	2018-2019 (Prévision)
Immobilisations	96 998 \$
TOTAL	96 998 \$

EFFECTIF (en ETC)	2018-2019 (Allocation)
Direction générale des entreprises	3 010
Direction générale des particuliers	2 841
Direction générale du traitement et des technologies	1 840
Direction générale du recouvrement	1 469
Direction générale de la législation	465
Direction générale des enquêtes, de l'inspection et des poursuites pénales	423
Direction générale de l'innovation et de l'administration	563
Direction générale des ressources humaines et des communications	364
Bureau du président-directeur général	52
Direction générale de la protection des droits et de l'éthique	32
TOTAL	11 059

# AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2019-2020

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

### Direction générale des entreprises

DÉPENSES (en milliers de \$)	2018-2019 (Prévision)
Rémunération	191 922 \$
Fonctionnement	7 126 \$
Amortissement	- \$
Transfert	- \$
<b>TOTAL</b>	<b>199 048 \$</b>

### Direction générale des particuliers

DÉPENSES (en milliers de \$)	2018-2019 (Prévision)
Rémunération	157 029 \$
Fonctionnement	4 199 \$
Amortissement	- \$
Transfert	2 809 \$
<b>TOTAL</b>	<b>164 037 \$</b>

### Direction générale du traitement et des technologies

DÉPENSES (en milliers de \$)	2018-2019 (Prévision)
Rémunération	100 287 \$
Fonctionnement	54 013 \$
Amortissement	- \$
Transfert	- \$
<b>TOTAL</b>	<b>154 300 \$</b>

### Direction générale du recouvrement

DÉPENSES (en milliers de \$)	2018-2019 (Prévision)
Rémunération	87 927 \$
Fonctionnement	6 627 \$
Amortissement	- \$
Transfert	- \$
<b>TOTAL</b>	<b>94 554 \$</b>

### Direction générale de la législation

DÉPENSES (en milliers de \$)	2018-2019 (Prévision)
Rémunération	41 011 \$
Fonctionnement	3 076 \$
Amortissement	- \$
Transfert	- \$
<b>TOTAL</b>	<b>44 087 \$</b>

### Direction générale des enquêtes, de l'inspection et des poursuites pénales

# AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2019-2020

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

DÉPENSES (en milliers de \$)	2018-2019 (Prévision)
Rémunération	29 935 \$
Fonctionnement	3 610 \$
Amortissement	- \$
Transfert	- \$
<b>TOTAL</b>	<b>33 545 \$</b>

### Direction générale de l'innovation et de l'administration

DÉPENSES (en milliers de \$)	2018-2019 (Prévision)
Rémunération	190 753 \$
Fonctionnement	143 959 \$
Amortissement	98 871 \$
Transfert	- \$
<b>TOTAL</b>	<b>433 583 \$</b>

### Direction générale des ressources humaines et des communications

DÉPENSES (en milliers de \$)	2018-2019 (Prévision)
Rémunération	24 249 \$
Fonctionnement	9 830 \$
Amortissement	- \$
Transfert	- \$
<b>TOTAL</b>	<b>34 079 \$</b>

### Bureau du président-directeur général et conseil d'administration

DÉPENSES (en milliers de \$)	2018-2019 (Prévision)
Rémunération	4 419 \$
Fonctionnement	706 \$
Amortissement	- \$
Transfert	- \$
<b>TOTAL</b>	<b>5 125 \$</b>

### Direction générale de la protection des droits et de l'éthique

DÉPENSES (en milliers de \$)	2018-2019 (Prévision)
Rémunération	2 684 \$
Fonctionnement	124 \$
Amortissement	- \$
Transfert	- \$
<b>TOTAL</b>	<b>2 808 \$</b>





QUESTION 12

Le nombre de cadres par rapport au nombre total d'employés.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers - Opposition officielle » sous la question 87.





QUESTION 13

Nombre de dossiers qui ont fait l'objet d'une opposition pour les cinq dernières années.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 105.





**QUESTION 14**

Pourcentage des décisions maintenues aux oppositions pour les cinq dernières années.

**RÉPONSE**

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 106.





QUESTION 15

Sommes dépensées par Revenu Québec pour des recours judiciaires entre un particulier ou une entreprise et Revenu Québec (agence et ministère), incluant les frais de services professionnels pour des contrats octroyés à des avocats ou firmes d’avocats, ainsi que le nombre total de ces recours, par année, pour les cinq dernières années. Total, par année, des réclamations demandées par Revenu Québec (agence et ministère), et total accordé par les tribunaux.

RÉPONSE

TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES EN 2018-2019

EN DATE DU 28 FÉVRIER 2019

Frais des ressources internes	11 020 574 \$
Frais des ressources externes	647 089 \$
<b>Total</b>	<b>11 667 663 \$</b>

Par ailleurs, nous ne sommes pas en mesure de fournir l’information de façon précise en ce qui concerne le total des montants demandés par Revenu Québec et accordés par les tribunaux. Ceux-ci requièrent une analyse manuelle de chacun des dossiers dans lequel un jugement a été rendu afin d’obtenir le montant en litige et celui accordé par le tribunal. Cependant, dans le cadre de la préparation de ses états financiers, Revenu Québec détermine, à partir d’un historique des trois années les plus récentes, que globalement le montant total des cotisations en litige (oppositions et appels de cotisation) est maintenu dans une proportion d’environ 70 %. Ce pourcentage est obtenu en vertu de pratiques comptables partagées avec le Contrôleur des finances et approuvées par le Vérificateur général.





**QUESTION 16**

Pour chacune des cinq dernières années : le nombre de plaintes reçues par Revenu Québec et par le ministère du Revenu.

**RÉPONSE**

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers - Opposition officielle » sous la question 124.





**QUESTION 17**

Pour chacune des cinq dernières années : la différence entre les sommes que Revenu Québec a réclamées à des particuliers ou à des entreprises et ce que Revenu Québec a réellement obtenu à la suite d'une décision ou d'un jugement d'un tribunal, ainsi que le nombre de dossiers où une décision ou un jugement de première instance a été modifié lors d'une réclamation.

**RÉPONSE**

Nous ne sommes pas en mesure de fournir l'information de façon précise en ce qui concerne le total des montants demandés par Revenu Québec et accordés par les tribunaux. Ceux-ci requièrent une analyse manuelle de chacun des dossiers dans lequel un jugement a été rendu afin d'obtenir le montant en litige et celui accordé par le tribunal. Cependant, dans le cadre de la préparation de ses états financiers, Revenu Québec détermine, à partir d'un historique des trois années les plus récentes, que globalement le montant total des cotisations en litige (oppositions et appels de cotisation) est maintenu dans une proportion d'environ 70 %. Ce pourcentage est obtenu en vertu de pratiques comptables partagées avec le Contrôleur des finances et approuvées par le Vérificateur général.





**QUESTION 18**

Nombre de déclarations de revenus des particuliers reçues par Internet au cours des cinq dernières années.

**RÉPONSE**

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 114.



**QUESTION 19**

Montants investis par l'Agence pour le développement des services électroniques en 2018-2019 et pour chacune des quatre années précédentes.

**RÉPONSE**

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 115.





QUESTION 20

Pourcentage des déclarations de revenus des particuliers reçues par Internet et traitées dans un délai de 14 jours pour 2018-2019 et chacune des quatre années précédentes.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 116.





QUESTION 21

Pour chacune des cinq dernières années, les taux d’atteinte des normes de services de la « Déclaration de services aux citoyens et aux entreprises » avec volume traité, ventilation par mois.

RÉPONSE

Les statistiques présentent les résultats cumulatifs trimestriels des normes de la Déclaration de services aux citoyens et aux entreprises pour 2018-2019.

Les données cumulatives présentées pour le quatrième trimestre (mars) sont pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 28 février 2019.

ACCESSIBILITÉ DE NOS SERVICES 2018-2019

1 - Donner suite à votre demande d’information transmise par courriel dans les 2 jours

Trimestres	Courriels traités	Taux d’atteinte
Juin	24 450	72,2 %
Septembre	41 814	78,8 %
Décembre	54 228	83,4 %
Mars	67 618	83,3 %

2 - Répondre à votre appel téléphonique dans les 3 minutes

Trimestres	Appels entrants	Taux d’atteinte
Juin	1 313 866	82,5 %
Septembre	2 185 137	80,5 %
Décembre	2 853 746	81,0 %
Mars	3 457 378	80,7 %

3 - Donner suite à votre correspondance dans les 60 jours – Particuliers

Trimestres	Correspondances traitées	Taux d’atteinte
Juin	114 963	98,7 %
Septembre	183 453	95,3 %
Décembre	233 261	94,1 %
Mars	255 551	93,3 %

AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2019-2020

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

4 - Donner suite à votre correspondance dans les 35 jours – Entreprises et mandataires

Trimestres	Correspondances traitées	Taux d'atteinte
Juin	97 936	91,3 %
Septembre	191 185	90,6 %
Décembre	262 780	90,0 %
Mars	308 741	89,6 %

IMPÔTS ET TAXES

5 - À la suite de la réception de votre déclaration de revenus des particuliers transmise par voie électronique, délivrer votre avis de cotisation ou transmettre votre remboursement dans les 14 jours

Trimestres	Avis émis	Taux d'atteinte
Juin	4 199 495	84,0 %
Septembre	4 285 341	84,3 %
Décembre	4 314 568	84,4 %
Mars	4 326 372	84,3 %

6 - À la suite de la réception de votre déclaration de revenus des particuliers transmise sur support papier, délivrer votre avis de cotisation ou transmettre votre remboursement dans les 28 jours

Trimestres	Avis émis	Taux d'atteinte
Juin	702 659	78,8 %
Septembre	728 173	78,8 %
Décembre	736 276	78,8 %
Mars	740 944	78,5 %

7 - Attribuer un numéro d'inscription sans délai à votre entreprise lorsque la demande est transmise par voie électronique, effectuée en personne ou faite par téléphone

Trimestres	Demandes traitées	Taux d'atteinte
Juin	14 865	100,0 %
Septembre	27 500	100,0 %
Décembre	40 374	100,0 %
Mars	50 075	100,0%

## AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2019-2020

### DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**8 - À la suite de la réception de votre déclaration de la taxe de vente du Québec transmise par voie électronique, transmettre votre remboursement dans les 25 jours**

Trimestres	Demandes traitées	Taux d'atteinte
Juin	111 314	88,9 %
Septembre	212 463	88,8 %
Décembre	317 740	88,8 %
Mars	394 851	87,7 %

**9 - À la suite de la réception de votre déclaration de la taxe de vente du Québec transmise sur support papier, transmettre votre remboursement dans les 30 jours**

Trimestres	Demandes traitées	Taux d'atteinte
Juin	78 194	93,0 %
Septembre	141 091	92,8 %
Décembre	201 435	92,8 %
Mars	248 768	92,9 %

**10 - À la suite de la réception de votre déclaration de revenus des sociétés qui ne comporte pas de demande de crédit d'impôt, délivrer votre avis de cotisation en 100 jours**

Trimestres	Cotisations délivrées	Taux d'atteinte
Juin	102 782	93,3 %
Septembre	214 442	95,7 %
Décembre	299 448	94,8 %
Mars	359 194	94,3%

**11 - À la suite de la réception de votre déclaration de revenus des sociétés qui comporte une demande de crédit d'impôt, délivrer votre avis de cotisation en 180 jours**

Trimestres	Cotisations délivrées	Taux d'atteinte
Juin	3 474	95,8 %
Septembre	8 586	97,2 %
Décembre	12 307	97,3 %
Mars	14 731	96,6 %

AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2019-2020

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

PENSIONS ALIMENTAIRES

12 - Traiter toute nouvelle demande relative à une pension alimentaire à laquelle vous avez droit en vertu d'un jugement, dans les 30 jours – Délai moyen

Trimestres	Dossiers traités	Délai moyen
Juin	2 842	30 j
Septembre	5 712	30 j
Décembre	8 151	28 j
Mars	9 871	30 j

13 - Effectuer une première intervention de recouvrement de votre créance alimentaire lorsque le débiteur refuse de payer la pension alimentaire et les arrérages dus, dans les 20 jours

Trimestres	Nombre de dossiers	Taux d’atteinte
Juin	1 445	99,2 %
Septembre	3 030	99,5 %
Décembre	4 794	99,5 %
Mars	5 801	99,6 %

BIENS NON RÉCLAMÉS

14 - Traiter votre réclamation de produits financiers non réclamés dans les 120 jours

Trimestres	Nombre de réclamations	Taux d’atteinte
Juin	1 127	83,7 %
Septembre	2 300	84,3 %
Décembre	4 058	87,2 %
Mars	5 542	89,5 %

RECOURS

15 - Vous communiquer notre décision concernant votre opposition à un avis de cotisation dans les 6 mois

Trimestres	Nombre de dossiers	Taux d’atteinte
Juin	1 537	61,9 %
Septembre	3 274	63,5 %
Décembre	5 407	66,7 %
Mars	6 648	67,8 %

# AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2019-2020

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

16 - Donner suite à votre plainte dans les 35 jours

Trimestres	Nombre de plaintes	Taux d’atteinte
Juin	503	86,5 %
Septembre	1 128	89,1%
Décembre	1 679	90,5 %
Mars	2 076	90,3 %



**QUESTION 22**

Copie des avis demandés à la Commission d'accès à l'information (CAI) par l'Agence du revenu du Québec, ainsi que copie des réponses fournies par la CAI au cours des trois dernières années.

**RÉPONSE**

Revenu Québec a obtenu dix avis de la Commission d'accès à l'information (CAI) en 2018-2019 (au 28 février 2019). L'ensemble de ces avis est favorable. Un avis peut avoir été produit en réponse à une demande effectuée avant la période de référence. Il est à noter que la CAI dispose d'un site Internet sur lequel elle diffuse les avis qu'elle rend.







QUESTION 23

Liste des ministères qui ont conclu des ententes interministérielles sur l'accès à l'information avec l'Agence du revenu du Québec.

RÉPONSE

Liste des ententes avec des ministères et autres organismes publics en vigueur au 28 février 2019 <sup>1</sup>

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)

1.	Entente administrative sur le traitement des demandes d'un participant relatives à l'administration de son régime de retraite entre le ministère du Revenu et la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.	Grefte n° 2007-08
----	---	-------------------

Commission de la construction du Québec (CCQ)

2.	Entente concernant la collecte de renseignements relatifs au secteur de la construction et à la collaboration administrative entre le ministre du Revenu du Québec et la Commission de la construction du Québec.	Grefte n° 2008-21
----	---	-------------------

Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST)

3.	Entente concernant l'échange de renseignements nécessaires à l'encaissement par Revenu Québec des versements périodiques des employeurs qui doivent payer des cotisations à la Commission de la santé et de la sécurité du travail entre le ministre du Revenu et la Commission de la santé et de la sécurité du travail.	Grefte n° 2009-19
----	---	-------------------

Commission des normes du travail du Québec (CNT)

4.	Entente concernant la communication de renseignements nécessaires à l'application de la Loi sur les normes du travail entre le ministre du Revenu du Québec et la Commission des normes du travail.	Grefte n° 2003-19
----	---	-------------------

Commission des services juridiques (CSJ)

5.	Entente concernant l'échange de renseignements dans le cadre du service administratif de rajustement des pensions alimentaires pour enfants entre le ministre des Finances et la Commission des services juridiques.	Grefte n° 2014-16
----	--	-------------------

Commission des transports du Québec (CTQ)

6.	Entente concernant le certificat de voyage occasionnel entre le ministre des Finances et la Commission des transports du Québec.	Grefte n° 2017-05
7.	Entente concernant la communication de renseignements concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds entre le ministre du Revenu et la Commission des transports du Québec.	Grefte n° 2009-13

# AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2019-2020

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Liste des ententes avec des ministères et autres organismes publics en vigueur au 28 février 2019 <sup>1</sup>

### Directeur de l'état civil du Québec

8.	Entente relative à la communication de certains renseignements personnels (administration des biens non réclamés) entre le ministère du Revenu du Québec et le Directeur de l'état civil du Québec.	Grefte n° 2006-08
----	---	-------------------

### Directeur général des élections du Québec (DGÉQ)

9.	Protocole d'entente pour l'utilisation du référentiel d'adresses du Directeur général des élections entre le Directeur général des élections et le ministre des Finances. <b>(Nouvelle)</b>	Grefte n° 2018-14
10.	Entente relative à la communication de renseignements confidentiels dans le cadre de l'exercice des pouvoirs du Directeur général des élections entre le ministre des Finances et le Directeur général des élections du Québec.	Grefte n° 2014-12

### Institut de la statistique du Québec (ISQ)

11.	Entente de communication de renseignements confidentiels pour la réalisation de travaux statistiques en économie sociale entre le ministre des Finances et l'Institut de la statistique du Québec. <b>(Nouvelle)</b>	Grefte n° 2018-16
12.	Entente de communication de renseignements nécessaires à la réalisation du pilote de l'étude Grandir au Québec entre Retraite Québec, le ministre des Finances et l'Institut de la statistique du Québec. <b>(Nouvelle)</b>	Grefte n° 2018-10
13.	Entente de communication de fichiers de renseignements dans le cadre de l'enquête sur les pratiques de formation en emploi au Québec entre le ministre des Finances et l'Institut de la statistique du Québec.	Grefte n° 2017-07
14.	Entente de communication d'une base de données pour la réalisation de statistiques territoriales entre le ministre des Finances et l'Institut de la statistique du Québec.	Grefte n° 2016-09
15.	Entente de communication de fichiers de renseignements dans le cadre de l'enquête sur les pratiques de formation en emploi au Québec entre le ministre des Finances et l'Institut de la statistique du Québec.	Grefte n° 2015-02
16.	Entente de communication de renseignements confidentiels nécessaires à la réalisation de travaux de nature statistique dans le domaine de la culture et des communications entre le ministre du Revenu et l'Institut de la statistique du Québec.	Grefte n° 2011-14
17.	Entente de communication de fichiers de renseignements confidentiels pour la réalisation de travaux statistiques en recherche scientifique et développement expérimental entre le ministre du Revenu et l'Institut de la statistique du Québec.	Grefte n° 2011-07
18.	Entente relative à la communication de renseignements confidentiels nécessaires à la réalisation de travaux statistiques dans le domaine bioalimentaire entre le ministre du Revenu du Québec et l'Institut de la statistique du Québec.	Grefte n° 2003-07

### Investissement Québec (INV-QC)

19.	Entente relative à l'échange de renseignements nécessaires à l'administration de mesures fiscales ou à l'application d'une loi fiscale entre le ministre du Revenu et Investissement Québec.	Grefte n° 2009-29
-----	--	-------------------

### Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)

20.	Entente relative à la communication de renseignements concernant les exploitations agricoles entre le ministre du Revenu et le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Grefte n° 2007-07
-----	---	-------------------

# AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2019-2020

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Liste des ententes avec des ministères et autres organismes publics en vigueur au 28 février 2019 <sup>1</sup>

### Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI)

21.	Entente portant sur l'échange de renseignements nécessaires à l'administration de mesures fiscales ou à l'application d'une loi fiscale entre le ministre des Finances et le ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation.	Grefe n° 2017-08
-----	--	------------------

### Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)

22.	Entente administrative relative à la communication de renseignements pour l'application de la Loi sur l'aide financière aux études entre le ministère du Revenu et le ministère de l'Éducation du Québec.	Grefe n° 2000-17
-----	---	------------------

### Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN)

23.	Entente portant sur l'échange de renseignements nécessaires à l'exécution de mandats relatifs à l'impôt minier ou à l'application d'une loi fiscale entre le ministre des Finances et le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles.	Grefe n° 2015-06
-----	--	------------------

### Ministère de la Famille (MFA)

24.	Entente relative à l'échange de renseignements nécessaires aux inspections et aux enquêtes concernant la garde illégale et à l'application ou l'exécution des lois fiscales entre le ministre des Finances et le ministre de la Famille. <b>(Nouvelle)</b>	Grefe n° 2018-27
-----	--	------------------

### Ministère des Finances du Québec (MFQ)

25.	Entente relative à la communication de renseignements à partir de l'outil Statistiques mensuelles des contribuables et des mandataires au ministre des Finances du Québec entre Revenu Québec et le ministre des Finances du Québec.	Grefe n° 2015-05
26.	Entente portant sur l'échange de renseignements nécessaires à l'administration de mesures fiscales ou à l'application d'une loi fiscale entre le ministre du Revenu et le ministre des Finances du Québec.	Grefe n° 2011-09

### Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF)

27.	Entente relative à l'échange de renseignements concernant les représentations étrangères et les organisations internationales entre le ministre des Finances et la ministre des Relations internationales et de la Francophonie.	Grefe n° 2018-01
-----	--	------------------

### Ministère du Tourisme (MTO)

28.	Entente portant sur l'échange de renseignements nécessaires à l'application de la Loi sur les établissements d'hébergement touristique entre le ministre des Finances et la ministre du Tourisme. <b>(Nouvelle)</b>	Grefe n° 2018-17
-----	---	------------------

### Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)

29.	Entente relative à la collecte de renseignements concernant les versements anticipés du crédit d'impôt pour prime au travail entre le ministre des Finances et le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.	Grefe n° 2017-03
30.	Entente relative à la communication de renseignements nécessaires à l'exercice des fonctions du registraire des entreprises entre le ministre des Finances et le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.	Grefe n° 2017-02
31.	Entente relative à la communication de renseignements concernant le programme allocation-logement entre le ministre des Finances et de l'Économie et la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.	Grefe n° 2013-17

# AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2019-2020

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

### Liste des ententes avec des ministères et autres organismes publics en vigueur au 28 février 2019 <sup>1</sup>

32.	Entente relative à la communication de renseignements personnels pour l'administration du crédit d'impôt remboursable pour la solidarité entre le ministre du Revenu et le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.	Grefte n° 2011-04
33.	Entente relative à la communication et à la gestion des renseignements concernant le versement anticipé du supplément à la prime au travail entre le ministre du Revenu et le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.	Grefte n° 2010-06
34.	Communication quotidienne de renseignements entre le ministre du Revenu du Québec et le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.	Grefte n° 2008-33
35.	Communication annuelle de renseignements en matière d'aide financière de dernier recours entre le ministre du Revenu du Québec et le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.	Grefte n° 2008-13
36.	Entente relative à la communication de renseignements nécessaires pour établir le droit d'une personne à une prestation en vertu du Régime québécois d'assurance parentale entre le ministre du Revenu du Québec et le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.	Grefte n° 2005-18
37.	Entente relative à la communication de renseignements dans le cadre de l'application de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre entre le ministre du Revenu du Québec et le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille.	Grefte n° 2003-15
38.	Entente relative à la communication de renseignements concernant les cas de subrogation en matière de pensions alimentaires entre le ministre du Revenu du Québec et le ministre de la Solidarité sociale.	Grefte n° 2001-03
<b>Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ)</b>		
39.	Entente relative à l'échange de renseignements nécessaires à l'administration du régime général d'assurance médicaments et du régime d'assurance maladie du Québec entre le ministre des Finances et la Régie de l'assurance maladie du Québec.	Grefte n° 2014-08
40.	Entente portant sur la communication de renseignements nécessaires à l'administration du régime d'assurance maladie du Québec entre le ministre du Revenu et la Régie de l'assurance maladie du Québec.	Grefte n° 2012-02
41.	Entente relative à la communication de renseignements dans le cadre du programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique entre le ministre du Revenu et la Régie de l'assurance maladie du Québec.	Grefte n° 2008-03
42.	Entente relative à la communication de certains renseignements personnels (administration des biens non réclamés) entre la Régie de l'assurance maladie du Québec et le ministre du Revenu du Québec.	Grefte n° 2006-09
43.	Entente relative à la communication de renseignements nécessaires à la détermination du revenu de l'adulte hébergé ou pris en charge par une ressource intermédiaire demandant à être exonérée du paiement de la contribution financière entre le ministre du Revenu du Québec et la Régie de l'assurance maladie du Québec.	Grefte n° 2005-09
44.	Entente relative à la communication de renseignements nécessaires à l'exercice de certaines attributions du ministre du Revenu entre la Régie de l'assurance maladie du Québec et le ministre du Revenu du Québec.	Grefte n° 2003-12
45.	Entente relative à la communication de renseignements permettant l'ajustement des paramètres de contribution au régime général d'assurance médicaments entre la Régie de l'assurance maladie du Québec et le ministre du Revenu du Québec.	Grefte n° 2002-10

# AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2019-2020

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Liste des ententes avec des ministères et autres organismes publics en vigueur au 28 février 2019 <sup>1</sup>

### Régie des rentes du Québec (RRQ)

46.	Entente portant sur la communication de renseignements nécessaires à l'application de la Loi sur le régime de rentes du Québec, dont la mise à jour du registre des cotisants entre Revenu Québec et la Régie des rentes du Québec.	Grefte n° 2013-03
47.	Entente relative à la communication de renseignements personnels pour l'administration du crédit d'impôt remboursable pour la solidarité entre le ministre du Revenu et la Régie des rentes du Québec.	Grefte n° 2011-08
48.	Entente relative à la communication de renseignements confidentiels nécessaires à la mise à jour du fichier « Identification du fichier des individus » entre le ministre du Revenu et la Régie des rentes du Québec.	Grefte n° 2008-04
49.	Entente administrative permettant le recouvrement d'un montant versé au titre d'un paiement de soutien aux enfants entre le ministre du Revenu du Québec et la Régie des rentes du Québec.	Grefte n° 2005-13
50.	Entente relative à la communication de renseignements confidentiels nécessaires à l'administration du crédit d'impôt pour le soutien aux enfants entre le ministre du Revenu du Québec et la Régie des rentes du Québec.	Grefte n° 2004-08
51.	Entente d'échange de renseignements visant l'affectation des remboursements fiscaux aux dettes dues en vertu de la Loi sur les prestations familiales entre le ministère du Revenu du Québec et la Régie des rentes du Québec.	Grefte n° 2000-02
52.	Protocole d'entente relatif à la communication de renseignements entre le ministre du Revenu du Québec et la Régie des rentes du Québec concernant l'administration du régime de prestations familiales à compter du 1 <sup>er</sup> septembre 1997.	Grefte n° 1997-09

### Régie du bâtiment du Québec (RBQ)

53.	Entente portant sur la communication de renseignements relatifs à un plaidoyer ou à une déclaration de culpabilité concernant une infraction à une loi fiscale pour l'application de la Loi sur le bâtiment entre le ministre des Finances et de l'Économie et la Régie du bâtiment du Québec.	Grefte n° 2013-16
54.	Entente concernant la communication de renseignements nécessaires à l'application des lois administrées par le ministre du Revenu entre le ministère du Revenu du Québec et la Régie du bâtiment du Québec.	Grefte n° 1996-05

### Société d'habitation du Québec (SHQ)

55.	Entente relative à la communication de renseignements nécessaires à l'administration du programme Allocation-logement entre le ministre du Revenu du Québec et la Société d'habitation du Québec.	Grefte n° 2001-13
56.	Entente entre la Société d'habitation du Québec et le ministre du Revenu du Québec concernant l'administration du programme Logirente.	Grefte n° 1994-16

### Société de développement des entreprises culturelles (SODEC)

57.	Entente portant sur l'échange de renseignements nécessaires à l'administration de mesures fiscales ou à l'application d'une loi fiscale entre le ministre des Finances et de l'Économie et la Société de développement des entreprises culturelles.	Grefte n° 2013-06
-----	---	-------------------

### Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ)

58.	Entente relative à la perception et au versement de la taxe de vente du Québec à l'égard des véhicules routiers entre le ministre des Finances et de l'Économie et la Société de l'assurance automobile du Québec.	Grefte n° 2013-14
-----	--	-------------------

# AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2019-2020

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

Liste des ententes avec des ministères et autres organismes publics en vigueur au 28 février 2019 <sup>1</sup>		
59.	Entente relative à l'application de la loi concernant la taxe sur les carburants et de l'Entente internationale concernant la taxe sur les carburants entre le ministre du Revenu et la Société de l'assurance automobile du Québec.	Greffe n° 2012-21
60.	Entente concernant l'accès aux renseignements du dossier unique par lien téléinformatique entre la Société de l'assurance automobile du Québec et le ministère du Revenu.	Greffe n° 2004-03
61.	Entente relative à l'échange de renseignements pour l'application du Régime d'immatriculation international entre le ministre du Revenu du Québec et la Société de l'assurance automobile du Québec.	Greffe n° 2003-13

<sup>1.</sup> La liste de ces ministères et organismes publics est constituée à partir de la nomenclature en vigueur au moment de la signature des ententes

QUESTION 24

Taux de roulement du personnel.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 117.







QUESTION 25

Total des sommes récupérées par l'utilisation de l'indice de richesse pour chacune des cinq dernières années et nombre de contribuables chez qui ces sommes ont été récupérées.

RÉPONSE

	MONTANT RÉCUPÉRÉ	NOMBRE DE CONTRIBUABLES
2018-2019 <sup>1</sup>	31,7 M\$	2 951

<sup>1</sup> Les résultats visent la période du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 28 février 2019.



QUESTION 26

Pour chacune des cinq dernières années, nombre de divulgations et montants recueillis par le biais de la politique de divulgation volontaire. Indiquer quelle partie des montants, pour chaque année, provient d’actifs ou de revenus à l’étranger non déclarés.

RÉPONSE

Exercice financier	Nombre de contribuables ou de mandataires cotisés	Récupération totale en divulgation volontaire pour les lois fiscales du Québec
2018-2019 (au 28 février 2019)	888	196,6 M\$



**QUESTION 27**

Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction visant spécifiquement Revenu Québec.

**RÉPONSE**

Le ministère de la Justice coordonne la mise en œuvre des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.



**QUESTION 28**

État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations visant spécifiquement Revenu Québec.

**RÉPONSE**

Le ministère de la Justice coordonne la mise en œuvre des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.





**QUESTION 29**

Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations visant spécifiquement Revenu Québec.

**RÉPONSE**

Le ministère de la Justice coordonne la mise en œuvre des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.



**QUESTION 30**

Bilan du crédit d'impôt LogiRenov : Coût final pour le gouvernement, montant total de dépenses en rénovation résidentielle entraînées par le crédit d'impôt, nombre d'emplois soutenus. Fournir une ventilation par région.

**RÉPONSE**

Chaque année, le ministère des Finances du Québec (MFQ), en collaboration avec Revenu Québec, publie le coût de l'ensemble des dépenses fiscales. La dernière version du document est disponible sur le site Internet du MFQ à l'adresse suivante :

<http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/outils/depenses-fiscales/index.asp>

À titre d'information, le crédit d'impôt LogiRenov n'est plus en vigueur depuis 2016.



QUESTION 31

Concernant le Remboursement des taxes foncières des producteurs forestiers reconnus, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2018-2019 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date d'octroi de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.

RÉPONSE

Chaque année, le ministère des Finances du Québec (MFQ), en collaboration avec Revenu Québec, publie le coût de l'ensemble des dépenses fiscales. La dernière version du document est disponible sur le site Internet du MFQ à l'adresse suivante :

<http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/outils/depenses-fiscales/index.asp>



QUESTION 32

Nombre d’interventions des inspecteurs concernant l’hébergement illégal pour l’année 2018-2019 et pour les cinq années précédentes. Description du statut de ces interventions et du suivi effectué.

RÉPONSE

Depuis le 12 juin 2018, Revenu Québec est responsable de l’inspection dans le secteur de l’hébergement touristique afin d’assurer le respect des lois et des obligations fiscales des exploitants.

NOMBRE D’INSPECTIONS, D’AVERTISSEMENTS ET DE CONSTATS D’INFRACTION	2018-2019 AU 28 FÉVRIER 2019
Nombre d’inspections	3 993
Nombre de cas de non-conformité	832
Nombre d’avertissements <sup>1</sup>	1 156
Nombre de constats d’infraction délivrés	0

1. Près du quart des avertissements était spécifiquement relié au défaut de s’inscrire au fichier de la taxe sur l’hébergement.





**QUESTION 33**

Dresser le portrait des familles ayant bénéficié du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde en 2018-2019. Fournir :

- a) Le nombre de ménages;
- b) L'âge des enfants;
- c) Le type de service de garde;
- d) Le montant moyen remboursé par réclamation d'impôt.

**RÉPONSE**

Chaque année, le ministère des Finances du Québec (MFQ), en collaboration avec Revenu Québec, publie le coût de l'ensemble des dépenses fiscales. La dernière version du document est disponible sur le site Internet du MFQ à l'adresse suivante :

<http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/outils/depenses-fiscales/index.asp>



QUESTION 34

ETC consacrés à lutter contre l’évasion ou l’évitement fiscal international, par année pour les dix dernières années.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 125.





QUESTION 35

Ressources financières consacrées à lutter contre l’évasion ou l’évitement fiscal international, par année pour les dix dernières années.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 125.



QUESTION 36

ETC consacrés à lutter contre les planifications fiscales abusives (PFA), par année pour les dix dernières années.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 125.





QUESTION 37

Ressources financières consacrées à lutter contre les planifications fiscales abusives (PFA), par année pour les dix dernières années.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 125.





QUESTION 38

Depuis le début du programme, le délai moyen pour le traitement d'un dossier, de la réception du jugement jusqu'au versement de la pension; fournir une ventilation par année.

Comparaison avec les autres provinces qui possèdent un système de perception des pensions alimentaires.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 120.





QUESTION 39

Statistiques pour 2018-2019 quant aux bénéficiaires d'une pension alimentaire.  
Portrait (sexe, nombre d'enfants, revenu moyen, etc.) et montants reçus.

RÉPONSE

STATISTIQUES	2018-2019
	Au 28 février 2019
Clientèle directe	Débiteurs : 138 226 Créanciers : 139 101
Montant mensuel reçu par créancier (en moyenne)	476 \$
Montant versé en pensions	
Créanciers alimentaires <sup>1</sup>	442,9 M\$
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale <sup>2</sup>	13,9 M\$
Total	456,8 M\$
Montant encaissé <sup>3</sup>	465,3 M\$
Pensions alimentaires perçues au moyen des retenues à la source	
Proportion des pensions alimentaires perçues	48 %
Nombre d'employeurs participant à la perception	16 590

<sup>1</sup> Les montants des versements excluent les remboursements faits aux débiteurs de 8,5 millions de dollars du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 28 février 2019.

<sup>2</sup> Pour les dossiers pour lesquels le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale s'est subrogé. Une subrogation est une substitution d'une personne à une autre dans une relation juridique. Elle peut être consentie par un créancier ou un débiteur.

<sup>3</sup> Ce montant inclut les encaissements des débiteurs relativement à la sûreté et les frais ainsi que les encaissements des créanciers au 28 février 2019.





**QUESTION 40**

Pour chacune des années depuis la création du programme, le pourcentage de dossiers pour lesquels les sommes sont versées à temps et au complet.

**RÉPONSE**

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 121.







QUESTION 41

Depuis le début du programme, présenter l'évolution de l'effectif affecté à la perception des pensions alimentaires en ETC. Fournir une ventilation par année.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 122.



QUESTION 42

Nombre d'employés et budget total affectés à la perception de la TVQ et de la TPS pour les cinq dernières années.

RÉPONSE

ANNÉES	ETC	BUDGET TOTAL POUR LA PERCEPTION DES TAXES <sup>1</sup> (EN M\$)
2018-2019 <sup>2</sup>	3 469,1	389,3

<sup>1</sup> Inclut la TPS et la TVQ ainsi que les autres taxes spécifiques du Québec

<sup>2</sup> Données préliminaires



**QUESTION 43**

Montant versé par le gouvernement fédéral pour la perception et l'administration de la TPS pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2019-2020.

**RÉPONSE**

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 92.





QUESTION 44

Montant consacré par le gouvernement du Québec pour la perception de la TVQ pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2019-2020.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 93.





QUESTION 45

Nombre de vérificateurs fiscaux embauchés par l’Agence, par année, au cours des trois dernières années.

RÉPONSE

Embauche <sup>1</sup> de vérificateurs fiscaux <sup>2</sup>	2018-2019
	Au 28 février 2019
Total	198

<sup>1</sup> Nouveaux vérificateurs fiscaux embauchés (réguliers et occasionnels).

<sup>2</sup> Agents de la gestion financière (103) et techniciens en vérification fiscale (206) travaillant dans des unités de vérification.



QUESTION 46

Nombre de départs à la retraite de vérificateurs et d’autres employés au cours des trois dernières années.

RÉPONSE

Nombre de départs à la retraite des vérificateurs fiscaux<sup>1</sup>

Départs à la retraite	2018-2019
	Au 28 février 2019
<i>Vérificateurs fiscaux réguliers</i>	51
<i>Vérificateurs fiscaux occasionnels</i>	0
<b>Total des vérificateurs fiscaux</b>	<b>51</b>
Autres corps d’emploi (réguliers et occasionnels)	251
<b>Total – tous les corps d’emploi</b>	<b>302</b>

<sup>1</sup> Agent de la gestion financière (103) et technicien en vérification fiscale (206) travaillant dans des unités de vérification.



**QUESTION 47**

Nombre de modules d'enregistrement des ventes (MEV) installés dans le secteur de la restauration.

**RÉPONSE**

Au total, 40 092 MEV sont en fonction dans 21 589 établissements visés par les mesures de facturation obligatoire, soit les restaurants, les bars et les restos-bars.

Du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 28 février 2019, 5 050 MEV ont été installés dans 3 306 établissements visés par les mesures sur la facturation obligatoire.



QUESTION 48

Nombre d'inspections ayant été effectuées dans le secteur de la restauration (par région) afin de vérifier si l'obligation de produire la facture au moyen d'un MEV était respectée, nombre de contrevenants condamnés et amendes versées.

RÉPONSE

Le tableau ci-dessous présente les résultats 2018-2019, au 28 février, pour le secteur de la restauration par région : le nombre d'inspections, le nombre de condamnations ainsi que le montant des amendes.

RÉGION ADMINISTRATIVE	NOMBRE D'INSPECTIONS	NOMBRE DE CONdamnATIONS	AMENDES TOTALES <sup>1</sup>
01 - Bas-St-Laurent	277	5	10 163 \$
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	383	7	18 013 \$
03 - Capitale-Nationale	888	17	69 332 \$
04 - Mauricie	341	9	21 666 \$
05 - Estrie	380	9	23 724 \$
06 - Montréal	3 702	171	525 984 \$
07 - Outaouais	212	24	88 650 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	139	4	13 000 \$
09 - Côte-Nord	135	3	6 452 \$
10 - Nord-du-Québec	6	0	0 \$
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	35	1	3 000 \$
12 - Chaudière-Appalaches	422	3	8 500 \$
13 - Laval	247	29	87 446 \$
14 - Lanaudière	294	25	69 624 \$
15 - Laurentides	414	32	69 575 \$
16 - Montérégie	946	66	178 815 \$
17 - Centre-du-Québec	372	8	24 082 \$
TOTAL	9 193	413	1 218 026 \$

<sup>1</sup> Le nombre de condamnations et le montant des amendes sont reliés à des constats d'infraction émis durant la période visée et/ou au cours de périodes précédentes.





**QUESTION 49**

Nombre de signalements de restaurants n'utilisant pas le MEV et nombre d'inspections qui ont suivi ces signalements (par région).

**RÉPONSE**

Revenu Québec traite tous les signalements reçus.

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 28 février 2019, la Direction générale des enquêtes, de l'inspection et des poursuites pénales de Revenu Québec a reçu 271 signalements concernant des restaurants qui ne semblaient pas se conformer aux règles et aux obligations fiscales. Durant cette même période, 424 inspections ont été effectuées à la suite de signalements.





QUESTION 50

Nombre de modules d’enregistrement des ventes (MEV) installés dans des bars.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Troisième groupe de l’opposition » sous la question 47.



QUESTION 51

Nombre d’inspections dans les bars ayant été effectuées (par région) afin de vérifier si l’obligation de produire la facture au moyen d’un MEV était respectée, nombre de contrevenants condamnés et amendes versées.

RÉPONSE

Le tableau ci-dessous présente les résultats 2018-2019 pour le secteur des bars par région : le nombre d’inspections, le nombre de condamnations ainsi que le montant des amendes.

RÉGION ADMINISTRATIVE	NOMBRE D'INSPECTIONS <sup>1</sup>	NOMBRE DE CONDAMNATIONS <sup>1 2</sup>	AMENDES TOTALES <sup>1 2</sup>
01 - Bas-St-Laurent	19	0	0 \$
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	16	1	484 \$
03 - Capitale-Nationale	210	5	4 292 \$
04 - Mauricie	112	6	11 004 \$
05 - Estrie	32	3	1 446 \$
06 - Montréal	738	10	26 984 \$
07 - Outaouais	187	3	8 500 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	22	0	0 \$
09 - Côte-Nord	17	0	0 \$
10 - Nord-du-Québec	-	1	3 000 \$
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	2	0	0 \$
12 - Chaudière-Appalaches	143	2	3 582 \$
13 - Laval	128	6	12 963 \$
14 - Lanaudière	189	8	21 480 \$
15 - Laurentides	128	3	6 481 \$
16 - Montérégie	403	9	26 000 \$
17 - Centre-du-Québec	94	2	2 018 \$
TOTAL	2 440	59	128 234 \$

<sup>1</sup> Information au 28 février 2019

<sup>2</sup> Le nombre de condamnations et le montant des amendes sont reliés à des constats d’infraction émis durant la période visée et/ou au cours de périodes précédentes.





QUESTION 52

Nombre de signalements de bars n'utilisant pas le MEV et nombre d'inspections qui ont suivi ces signalements (par région).

RÉPONSE

Revenu Québec traite tous les signalements reçus.

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 28 février 2019, la Direction générale des enquêtes, de l'inspection et des poursuites pénales a reçu 19 signalements concernant des bars qui ne semblaient pas se conformer aux règles et aux obligations fiscales.

Durant cette même période, 21 inspections ont été effectuées à la suite de signalements.





QUESTION 53

Nombre d'entreprises ne respectant pas l'obligation de produire la facture au moyen d'un MEV. Ventilation par secteur : bars et restaurants.

RÉPONSE

	2018-2019	
	SECTEUR RESTAURATION <sup>1</sup>	SECTEUR BARS <sup>1</sup>
Nombre d’inspections où des infractions ont été constatées	2 144	458
Nombre de constats d’infraction émis	395	46
Non remise d’une facture	2	7
Émission d’une facture ne provenant pas d’un MEV	86	1
Facture non inscrite au registre prescrit	280	36
Autres infractions	27	2
Nombre d’avertissements	1 932	483

<sup>1</sup> Information au 28 février 2019.





QUESTION 54

Liste des dispenses accordées à une personne ou à une catégorie de personnes d'une obligation prévue dans le cadre de la mise en œuvre des mesures fiscales dans le secteur de la restauration.

RÉPONSE

Cette question ne relève pas de l'exercice de l'Étude des crédits.



**QUESTION 55**

Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activité auxquels ont participé les employés de Revenu Québec. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

**RÉPONSE**

Les renseignements relatifs aux frais de participation à une activité de formation, à un colloque ou à un congrès ainsi que les renseignements relatifs aux contrats de formation, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de Revenu Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23), à l'adresse suivante :

<https://www.revenuquebec.ca/fr/a-propos/acces-a-linformation/documents-et-renseignements-vises-par-le-reglement-sur-la-diffusion/renseignements-relatifs-aux-frais-et-aux-depenses/>



QUESTION 56

Le nombre d’appels de citoyens reçus pour s’informer des modalités du « crédit d’impôt pour solidarité ». Fournir une ventilation par année, et ce, depuis sa création.

RÉPONSE

	2018-2019 <sup>1</sup>
Total d’appels CIS	303 293

<sup>1</sup> Information au 28 février 2019.





**QUESTION 57**

Dans le cadre de la lutte à la contrebande du tabac, nombre de saisies effectuées au cours des trois dernières années, nombre de mandats de perquisition, nombre et montant total des amendes et nombre d'inspections effectuées.

**RÉPONSE**

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 96.



QUESTION 58

Concernant la lutte contre les planifications fiscales abusives, pour 2018-2019 :

- a) Effectif;
- b) Budget;
- c) Nombre de dossiers traités;
- d) Montants récupérés.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 125.





**QUESTION 59**

Concernant le comité ACCES construction pour les trois dernières années :

- a) Effectif de Revenu Québec y participant;
- b) Budget alloué;
- c) Nombre d'interventions effectuées.

**RÉPONSE**

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 126.





## QUESTION 60

L'ensemble des sommes prélevées auprès des sociétés minières, incluant les prélèvements fiscaux et les droits miniers (ventilation par source de revenu : permis, redevances, taxes, impôts, etc.), pour chacune des cinq dernières années.

## RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Finances du Québec.







QUESTION 61

Dépense fiscale totale et dépense budgétaire totale (en incluant les dépenses d’investissement) relatives à l’industrie minière, pour chacune des cinq dernières années.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Finances du Québec.





QUESTION 62

Le total des profits avant impôts déclarés par les sociétés minières, au Québec, pour chacune des dix dernières années.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Finances du Québec.



**QUESTION 63**

Ventilation par mois des droits miniers payés et impayés depuis 2011-2012. Détailler les actions entreprises afin de récupérer ces montants et les frais liés à ces recours.

**RÉPONSE**

La Loi sur les mines est sous la responsabilité du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN). En vertu de cette loi, le MERN rend publics la quantité, la valeur du minerai, les droits versés par les sociétés minières titulaires de baux miniers ou de concessions minières ainsi que les redevances provenant des substances minérales de surface. Ces données sont disponibles sur le site Internet du MERN à l'adresse suivante :

<https://mern.gouv.qc.ca/mines/publications/donnees-activite-miniére/>

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2015, Revenu Québec est responsable de l'application de la Loi sur l'impôt minier, qui relevait auparavant du MERN. Les actions entreprises afin d'assurer la conformité à la Loi sur l'impôt minier découlent de la stratégie d'intervention de Revenu Québec.

- En date du 1<sup>er</sup> septembre 2015, 458 dossiers avaient été transférés par le MERN à Revenu Québec.
- Au 31 mars 2017, l'ensemble des déclarations reçues du MERN étaient traitées à la satisfaction de la clientèle.
- Revenu Québec traite, en moyenne, 300 dossiers par année en impôt minier.



QUESTION 64

Indiquer le coût total du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde pour 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.

RÉPONSE

Chaque année, le ministère des Finances du Québec (MFQ), en collaboration avec Revenu Québec, publie le coût de l'ensemble des dépenses fiscales. La dernière version du document est disponible sur le site Internet du MFQ à l'adresse suivante :

<http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/outils/depenses-fiscales/index.asp>





QUESTION 65

Nombre d’inspections menées par le ministère auprès des services de garde non subventionnés concernant l’octroi des crédits d’impôt et les places réellement utilisées, par année.

RÉPONSE

Revenu Québec réalise des activités d’inspection dans les secteurs de la restauration et des bars, du tabac, du carburant et de l’hébergement touristique. Bien qu’aucune inspection ne soit menée auprès des services de garde non subventionnés concernant l’octroi des crédits d’impôt, des activités de vérification peuvent être réalisées.



QUESTION 66

Indiquer le nombre d’avis de cotisation transmis à une entreprise relativement à une non-conformité d’un de ses fournisseurs ou sous-traitants, le montant total de ces avis ainsi que le montant réel cotisé à la suite de la transmission de ces avis.

RÉPONSE

ENTREPRISES AYANT REÇU AU MOINS UN AVIS DE COTISATION RELATIVEMENT À UNE  
NON-CONFORMITÉ D’UN DE SES FOURNISSEURS OU DE SES SOUS-TRAITANTS

	Nombre	Résultats de contrôle fiscal <sup>1</sup>
2018-2019 (au 28 février)	16	1 495 250 \$

<sup>1</sup> Excluant la TPS et les intérêts



**QUESTION 67**

Nombre d'avis de cotisation ayant fait l'objet d'un règlement, par une entente ou par une décision d'un tribunal, qui représente moins de la moitié de la somme initialement réclamée.

**RÉPONSE**

Nous ne sommes pas en mesure de fournir l'information de façon précise en ce qui concerne le total des montants demandés par Revenu Québec et accordés par les tribunaux. Ceux-ci requièrent une analyse manuelle de chacun des dossiers dans lequel un jugement a été rendu afin d'obtenir le montant en litige et celui accordé par le tribunal. Cependant, dans le cadre de la préparation de ses états financiers, Revenu Québec détermine, à partir d'un historique des trois années les plus récentes, que globalement le montant total des cotisations en litige (oppositions et appels de cotisation) est maintenu dans une proportion d'environ 70 %. Ce pourcentage est obtenu en vertu de pratiques comptables partagées avec le Contrôleur des finances et approuvées par le Vérificateur général.



QUESTION 68

Concernant la lutte contre l'évasion fiscale et l'évitement fiscal, pour 2018-2019 :

- a) Effectif;
- b) Budget;
- c) Nombre de dossiers traités;
- d) Montants récupérés.

RÉPONSE

	2018-2019 Au 28 février 2019
Effectif déployé pour la lutte contre l'évasion fiscale et l'évitement fiscal <sup>(1)</sup>	3 944 <sup>(2)</sup>
Nombre de contribuables ou de mandataires ayant fait l'objet d'au moins une intervention de contrôle fiscal	1 065 930
Montants de récupération fiscale (M\$)	2 451,4

(1) Les effectifs incluent ceux consacrés à l'administration de la TPS.

(2) Prévision au 31 mars 2019.





**QUESTION 69**

Nombre d'entreprises qui ont utilisé le crédit d'impôt pour la francisation en milieu de travail pour les cinq dernières années. Montant total de la dépense fiscale. Fournir les prévisions pour 2019-2020.

**RÉPONSE**

Chaque année, le ministère des Finances du Québec (MFQ), en collaboration avec Revenu Québec, publie le coût de l'ensemble des dépenses fiscales. La dernière version du document est disponible sur le site Internet du MFQ à l'adresse suivante :

<http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/outils/depenses-fiscales/index.asp>